

J'ajouterai seulement deux brefs commentaires, monsieur l'Orateur. Étant donné la situation actuelle, les deux groupes doivent se mettre d'accord pour entreprendre des négociations conjointes. Par exemple, ils pourraient se regrouper ou encore négocier à la même table comme des entités distinctes. Les chefs de la vallée du Mackenzie ont déclaré qu'ils avaient l'intention de discuter de cette affaire lors de leur congrès de leadership à la fin du mois. Entre-temps, la décision concernant le financement du premier trimestre sera prise au cours des prochains jours.

Comme il faut parvenir à un règlement unique, il faut que les deux organisations parviennent à une entente pour qu'on puisse financer d'autres recherches et négociations concernant les revendications territoriales. Espérons qu'elles pourront s'entendre après le congrès du leadership Dene en juin, afin que les négociations puissent se poursuivre ainsi que le financement nécessaire.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES—L'ÉCHANGE D'AMBASSADEURS AVEC LES AUTRES PAYS

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, le 22 février, j'ai interrogé le ministre au sujet de l'établissement d'ambassades à Amman et Damas. Tout en le félicitant d'avoir annoncé l'ouverture d'une ambassade canadienne au Koweït, je lui ai demandé si le gouvernement du Koweït enverrait un ambassadeur accrédité uniquement auprès du Canada.

Comme le sait mon ami le secrétaire parlementaire pour qui j'ai beaucoup de respect, j'ai souvent insisté sur la nécessité d'améliorer les contacts entre le Canada et les pays du monde arabe. On pourrait renforcer les liens commerciaux, sociaux, culturels et diplomatiques avec un groupe de pays avec lesquels rien n'empêche le Canada d'avoir des relations autres que cordiales. L'économie de bien des pays du Moyen-Orient arabe est en train de se développer de manière à offrir au Canada des possibilités exceptionnelles de placement et de collaboration technique. D'après mon expérience, à l'occasion de visites fréquentes dans ces pays, le Canada traîne souvent à la remorque de pays plus éveillés et dynamiques sur le plan commercial. Compte tenu du marasme de notre propre économie, ce serait, d'après moi, de la négligence aberrante pour nous de rater ces occasions à l'étranger.

Bien que le secteur privé puisse et doive faire beaucoup, le gouvernement peut aider à renforcer les contacts entre États, en obtenant des renseignements et en faisant appel aux services des organismes tels que la Société d'expansion des exportations dans le cas des pays arabes moins riches en pétrodollars. Les pays arabes ne sont pas tous aux prises avec le grave problème de ne trop savoir que faire de leur argent! Certains ont besoin d'aide pour se doter d'une infrastructure et ont surtout besoin d'aide technique.

Je crains que nous n'ayons pas su tirer parti de l'occasion offerte par le Fonds du développement du Koweït dont j'ai rencontré le directeur ici à Ottawa il y a quelques années. A son avis, en alliant les ressources financières du Fonds à la technologie de l'ACDI, on pourrait accomplir beaucoup. Sa suggestion était certes des plus utiles et je m'en serais réjoui si la réponse du Canada avait été plus entière, plus intéressée.

Ajournement

Si ma mémoire m'est fidèle, à mon arrivée à la Chambre des communes en 1957, nous avions en fait d'ambassades au Moyen-Orient seulement celles au Liban, en Israël et en Égypte. Combien de fois ai-je demandé au gouvernement d'établir des missions diplomatiques dans d'autres régions du monde arabe, notamment en Iraq, en Arabie saoudite et dans les émirats du Golfe. Avec le temps, cela s'est fait, et il est clair que les contacts commerciaux et financiers s'en sont améliorés. Des hommes d'affaires canadiens sont mêlés à de très importants projets en Arabie saoudite. L'un d'entre eux est la construction d'une des universités les plus magnifiques et les plus coûteuses au monde. Je suis heureux que nous ayons des missions diplomatiques dans ces beaux pays du Magreb que sont la Tunisie, l'Algérie et le Maroc.

Mais il est deux pays dont on ne saurait sous-estimer l'importance au Moyen-Orient, et plus précisément en raison des tensions qui y règnent: la Syrie et la Jordanie. Ces deux États directement touchés par le conflit ont un intérêt vital pour l'avenir des Palestiniens dont le statut, comme cela est presque universellement reconnu, est au cœur du problème du Moyen-Orient.

A titre de membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies, organisme qui a sanctionné la création d'Israël, à titre de membre du Conseil de sécurité et à titre de fournisseur de forces pour le maintien de la paix dans la région, le Canada doit s'intéresser de très près à l'établissement d'une paix juste et durable là-bas. Je ne pense pas que nous puissions accomplir notre tâche ou jouer le rôle qui nous revient si nous n'entretenons pas des relations étroites avec la Jordanie et la Syrie. Il nous faut une présence, un poste d'écoute, un endroit qui pourrait permettre un dialogue continu avec ces deux pays clé. Nous devrions être sur place pour pouvoir répondre sur-le-champ aux besoins créés par les tensions et les troubles actuels. Il existe en outre de nombreuses autres raisons de renforcer nos liens avec ces deux pays qui forgent leur destin sous des régimes de gouvernement différents, mais pour qui la paix et la prospérité, maintenant et dans l'avenir, sont vitales.

● (2212)

M. Maurice Dupras (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je tiens à féliciter mon honorable collègue et ami, le distingué député de Hillsborough (M. Macquarrie) du profond intérêt qu'il porte aux pays arabes, surtout à la Jordanie et au Koweït. Puisque nous allons bientôt établir une nouvelle ambassade au Koweït, il va sans dire que nous serions ravis que ce pays établisse une mission au Canada. Néanmoins, rien ne laisse croire en ce moment que le Koweït ait l'intention d'ouvrir une mission à Ottawa dans l'avenir immédiat.

[Français]

Il va sans dire, monsieur le président, qu'aucun État ne dispose de moyens illimités aux fins de la représentation diplomatique. Je suis certain, par ailleurs, que la présence d'une mission résidente du Canada au Koweït relèvera la qualité des relations bilatérales de nos deux pays au mieux de nos intérêts respectifs, et il n'est pas déraisonnable d'espérer qu'avec l'intensification de nos rapports le gouvernement du Koweït ouvre un jour une ambassade à Ottawa.